HAL
open science

À propos de “ Propositions destructrives ”

Olivier Orain

To cite this version:

Olivier Orain. À propos de “ Propositions destructrives ”. Revue d’histoire des sciences humaines, 2015, Les ”années 68” des sciences humaines et sociales, 26, pp.305-311. halshs-01120328

HAL Id: halshs-01120328

https://shs.hal.science/halshs-01120328

Submitted on 13 Feb 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

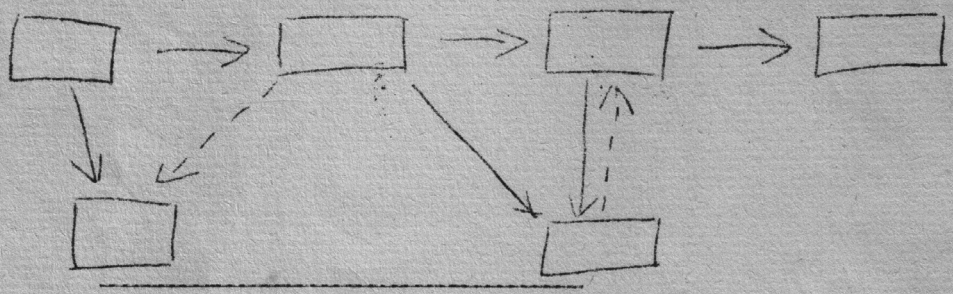
L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOCUMENT
Propositions destructives

PROPOSITIONS DESTRUCTIVES

L'hiver s'annonce rigoureux. Aussi les géographes cherchent-ils hâtivement les les structures qui leur permettront de poursuivre en toute sécurité leurs activités. C'est l'époque où les clochards se font mettre à l'asile et où les contestataires achètent des pantoufles chaudes.

Et pourtant, une poignée d'irréductibles, d'agitateurs irresponsables, probablement payés par l'Etranger, des empêcheurs-de-danser-en-rond, veulent plastiquer le bel édifice qu'oecuméniquement enseignants et enseignés veulent bâtir, sous la bienveillante protection d'Edgar Faure. Voici le produit des élucubrations de ce gang d'étudiants-fantômes qu'une enfance malheureuse a conduits à une bien funeste folie:



IL FAUT DETRUIRE L'INSTITUT DE GEOGRAPHIE

Raynal, vieil humaniste et néanmoins directeur d'institut, a bien expliqué aux étudiants que ça presse. Si on ne propose rien, le ministère disposera tout seul. Il en va de l'avenir de nous tous, de la Géographie, de la Science : il faut soumettre à Edgar un projet d'Unité Autonome d'Enseignement et de Recherche de Géographie; il faut par un oui franc et massif suivre nos chers professeurs-qui-n'ont-pas-attendu-mai-pour-contester-et-qui-déjà-en-1945-pensaient-aux-intérêts-de-leurs-bons-étudiants.

Ah, ce qu'on sera bien avec nos crédits autonomes, nos bâtiments autonomes, nos cartes autonomes, notre Tricart autonome. On sera les maîtres, on pourra se consacrer à la Recherche pour le grand bien de l'humanité, ou pour celui de la Recherche. On participera tous ensemble à la vie de la grande famille géographique enfin réconciliée.

Bien sûr, comme on travaille avec un matériel humain, l'humaniste Raynal, un peu ranci par l'âge (vous verrez, quand vous serez grands), repousse la démocratie directe dans les limbes de l'histoire ou dans une utopie humanoïde extra-terrestre. On aura donc des chefs, mais on pourra les élire (ce qui constitue un net progrès par rapport au paternalisme, car peut-on élire son Papa ?).

Eh bien, nous mettrons nos gros pieds marneux dans la bonne soupe chaude.

INJURES PREALABLES

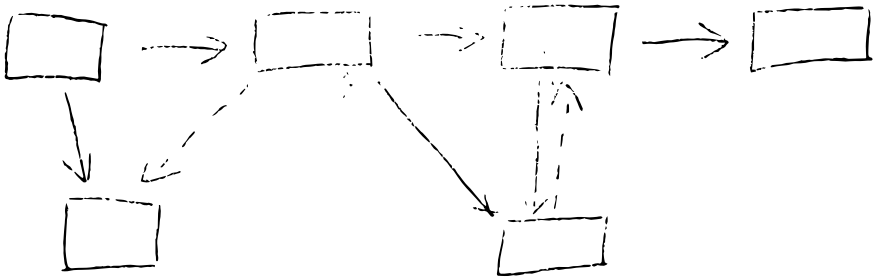
Tricart n'est qu'un tyran domestique, un adjudant-chef grossier déguisé en bon âpôtre, un trieur de cailloux ambitieux. Raynal, un philanthrope cocufié par tous les Rastignac qui attendent sa place pour des jours moins troublés. Nonn un pédant

ISEZ BON DIEU ! BAISEZ, BON DIEU ! BAISEZ, BON DIEU ! BAISEZ, BON DIEU ! BAISEZ , BON DIEU ! BAISEZ, BON

PROPOSITIONS DESTRUCTIVES[1]

L'hiver s'annonce rigoureux. Aussi les géographes cherchent-ils hâtivement les structures qui leur permettront de poursuivre en toute sécurité leurs activités. C'est l'époque où les clochards se font mettre à l'asile et où les contestataires s'achètent des pantoufles chaudes.

Et pourtant, une poignée d'irréductibles, d'agitateurs irresponsables, probablement payés par l'Étranger, des empêcheurs-de-danser-en-rond, veulent plastiquer le bel édifice qu'œcuméniquement enseignants et enseignés veulent bâtir, sous la bienveillante protection d'Edgar Faure. Voici le produit des élucubrations de ce gang d'étudiants-fantômes qu'une enfance malheureuse a conduits à une bien funeste folie :



IL FAUT DÉTRUIRE L'INSTITUT DE GEOGRAPHIE

Raynal, vieil humaniste et néanmoins directeur d'institut, a bien expliqué aux étudiants que ça presse. Si on ne propose rien, le ministère disposera tout seul. Il en va de l'avenir de nous tous, de la Géographie, de la Science : il faut soumettre à Edgar un projet d'Unité Autonome d'Enseignement et de Recherche de Géographie ; il faut par un oui franc et massif suivre nos chers professeurs-qui-n'ont-pas-attendu-mai-pour-contester-et-qui-déjà-en-1945-pensaient-aux-intérêts-de-leurs-bons-étudiants.

Ah, ce qu'on sera bien avec nos crédits autonomes, nos bâtiments autonomes, nos cartes autonomes, notre Tricart autonome. On sera les maîtres, on pourra se consacrer à la Recherche pour le grand bien de l'humanité, ou pour celui de la Recherche. On participera tous ensemble à la vie de la grande famille géographique enfin réconciliée.

Bien sûr, comme on travaille avec un matériel humain, l'humaniste Raynal, un peu ranci par l'âge (vous verrez, quand vous serez grands), repousse la démocratie directe dans les limbes de l'histoire ou dans une utopie humanoïde extra-terrestre. On aura donc des chefs, mais on pourra les élire (ce qui constitue un net progrès par rapport au paternalisme, car peut-on élire son Papa ?).

Eh bien, nous mettrons nos gros pieds marneux dans la bonne soupe chaude.

1 Nous avons indiqué dans le cours du texte, en gras et entre crochets, la pagination d'origine.

INJURES PRÉALABLES

Tricart n'est qu'un tyran domestique, un adjudant-chef grossier déguisé en bon âpôtre *[sic !]*, un trieur de cailloux ambitieux. Raynal, un philanthrope cocufié par tous les Rastignac qui attendent sa place pour des jours moins troublés. Nonn un pédant **[1]** incompétent, qui ira loin si la Cinquième dure assez longtemps. Juillard, un vieil homme un peu en dehors des contingences, mais pas trop, juste assez pour servir de caution humaniste aux aménageurs du profit. Gallais n'est qu'un fasciste atrabilaire qui ne transcende ses monographies que dans le cadre d'un État autoritaire, basé sur le respect de la tradition et des chefs. L'inspecteur Trabant, tel un palmipède académique, patauge dans un océan d'incapacités, de suffisance et de lèchecutage. Quant aux autres, ce ne sont pour la plupart que des épiphénomènes, assistants ou chercheurs courtisans d'une poignée de mandarins. Certains n'en pensent pas moins, mais souffrent en silence. D'autres ont des opinions, mais poussent les étudiants à la participation ; en comptant bien les utiliser comme masse de manœuvre face aux titulaires de cathèdres. D'autres, cocus et heureux, s'inscrivent aux Comités de défense de la République.

QUELQUES VÉRITÉS PREMIÈRES

En voulant élire des délégués, les étudiants se sont aperçus qu'ils n'avaient pas de programme avouable (assemblée du 21-11). Par contre, on peut faire confiance aux Tricart et autres Raynal : ils savent ce qu'ils veulent, eux. Logiquement, les délégués ne pourront avoir qu'une seule attitude, "constructive", approuver les sages décisions de leurs maîtres, leur servir de caution ("nous sommes tous unis") et faire passer la pilule auprès des étudiants.

Quel est le projet des mandarins ? Quels critères l'animent et quels intérêts répand-il ? Autant de questions noyées sous des schémas de structures et des discours du dimanche matin.

Qu'est-ce qu'une unité d'enseignement et de recherche autonome ? Pour les étudiants, une bonne blague. Que l'on ne s'y méprenne pas, nous ne planerons pas au firmament de la Science et de la Recherche pures. Trois objections fondamentales à l'"autonomie".

1) Quels sont les critères d'admission à notre bordel autonome ? Ceux fixés par le ministère, guidés par la rentabilité et le profit capitalistes. N'oublions pas que notre Edgar, prudent à l'Université, a placé l'essentiel de la sélection avant le bac. Seuls quelques crétins autonomes pourraient encore nier que cette sélection est sociale et non basée sur le travail et l'intelligence.

2) Quel sera le mode de fonctionnement de notre nirvaña géographique ? Celui proposé par nous et accepté par le ministère. Qui jugera de l'incapacité ou non de tel ou tel prof ? de l'inutilité ou non de tel enseignement ? Des équivalences, des relations avec d'autres disciplines ? D'ailleurs le simple problème des crédits devrait nous ramener à des réalités plus terrestres. Comptons sur Edgar-et-Marcelin pour nous rappeler,

si besoin est, que l'Université moderne doit sortir de son isolement aristocratique pour se lier aux nécessités de "la Vie" (entendez du grand Capital).

3) Quels seront les débouchés de notre unité "autonome" ? Ceux offerts par les besoins en profs (diplomés ou au rabais) fixés par le ministère, besoins déterminés par le Plan, lui-même rédigé pour l'essentiel par le CNPF (centre national du patronat français). Quant à la géographie appliquée (ou applicable selon le mot de Juillard), il y en a long à dire : voir plus loin.

Si l'autonomie est un mythe pour nous, elle ne l'est pas pour tout le monde. L'autonomie, c'est un certain nombre d'avantages appréciables pour nos mandarins. D'abord, pour la gloriole, la géographie serait promue au rang de science légitimée et authentifiée. Nos maîtres ne seraient plus affublés du titre ridicule de professeurs de Lettres. Si nous ne pouvons dénoncer ici tous les aspects du marchandage, en particulier le détail des tractations avec les autres facultés, les grandes lignes, du projet Nonn-Tricart-Raynal sont claires. Que signifie pour eux "L'unité d'enseignement et de recherche **[2]** autonome" ?

1) Nos mandarins deviennent de grands intendants : (autonomie administrative) Pour tout ce qui concerne les relations avec le secteur public, avec l'État, les tractations essentielles auront lieu désormais au niveau de l'Université locale, et non pas du ministère. Par ailleurs, nous disposerons d'une cuisine autonome pour la nomination ou l'exploitation de la valetaille des chercheurs, assistants et maîtres-assistants. Tricart et Nonn ressembleront enfin à des PDG.

2) Un financement privé possible : ne regardant que notre unité autonome. Les programmes de recherche pourront être commandés par des organismes semi-publics (= en fait cartels d'intérêts privés) ou privés. Il ne s'agit pas de porter un jugement moral sur la chose, mais simplement d'en comprendre les implications. La recherche pure, désintéressée n'existe pas. Même en physique fondamentale ou en mathématiques, les recherches effectuées dépendent (par le biais des crédits) de ce qu'attend la classe dirigeante (ex : rôle de l'armée). On n'est pas prêt de trouver le moteur à eau ou le vaccin anticonceptionnel. L'assujettissement de la recherche n'est pas un "mal" mais une nécessité du système néocapitaliste. Raynal prétend que la "sagesse" du géographe lui permettra de se tenir à l'écart des marchands de soupe. Ce faisant, il porte un jugement moral, profère une incantation magique, mais refuse d'envisager les mobiles de la recherche. Si la géographie est un humanisme, comme il semble le prétendre, comment expliquer alors que les directions de recherche dépendront du grand Capital ? En quoi la recherche du profit entretient-elle des rapports avec les intérêts de l'humanité ?

La conséquence de l'intrusion du financement privé sera une plus grande instabilité du statut de chercheur : à la merci des commandes, celui-ci risque de devenir de plus en plus un contractuel.

3) L'introduction de la compétitivité capitalistes : En dehors de certains diplômes qui restent nationaux, l'unité de géo produira des diplômes qui lui seront propres et qui permettront aux géographes de Strasbourg "d'entrer en compétition sur le marché". En ceci, nos PDG jouent le jeu de la mort de l'Université libérale monolithique en faveur d'une hiérarchie et d'une concurrence entre les divers établissements d'enseignements. Certains chercheurs géniaux ont même pondu un projet qui nous permettrait de rivaliser avec l'ENA ! Nous voici dans l'ère des préfets et des ministres géographes. L'humanité connaitra enfin des despotes vraiment éclairés. Sous cet angle, la réforme proposée se présente donc comme une revendication de pouvoir de "techniciens" qui veulent s'intégrer enfin à la classe dirigeante.

L'autonomie a donc une double signification : pour certains, elle n'est que la volonté réactionnaire de sauvegarder des prérogatives menacées par un ministère de plus en plus exigeant. Pour d'autres, elle est par contre l'expression d'une volonté technocratique et d'un essai d'adaptation aux conditions nouvelles du néocapitalisme. Pour nous, elle n'est qu'un mythe.

NOTRE PROGRAMME

1) Traquer les délégués. Des gens ont la prétention de nous représenter. Pour quoi dire, pour quoi faire, pour quoi obtenir ? Renolleau, ce connard de giscardien, dénoncé comme autocrate par le comité d'action des enfants sages, est le seul conséquent : élire un délégué, c'est démissionner ses pouvoirs à un spécialiste de la représentation. L'allure sympâa, le sourire lecanuetesque et la poignée de main solide suffisent à reconnaître le curé masochiste ou la franche crapule destiné *[sic !]* à la députation. Peu importe le programme (c'est toujours le bonheur, le progrès, la défense de nos intérêts) seul compte réellement le RÔLE du délégué. Et celui-ci est de PARTICIPER AU SYSTÈME. Dans notre cas, c'est s'intégrer dans la réforme Faure et l'appliquer. En conséquence, **[3]** il est parfaitement illusoire d'espérer obtenir à l'aide des délégués des modifications aux décisions du pouvoir telles par exemple que la sélection, les débouchés, la hiérarchie administrative, etc. Apparemment expression de la volonté et du pouvoir des masses, le délégué n'est en fait qu'un instrument de duperie, que la courroie de transmission des décisions d'une minorité au pouvoir en direction de la majorité, Et ceci indépendamment des individus qui assument la fonction.

Comptant bien continuer à prouver que les délégués et la participation ne peuvent répondre aux questions emmerdantes que nous posons, nous traquerons les délégués.

2) Faire chier les chieurs. Nous dénoncerons toutes les manœuvres telles que l'Unité Géographique permettant à quelques vieux bonzes mégalomanes de faire prévaloir leurs intérêts particuliers. De même, nous n'accepterons pas le petit jeu de bascule de leurs sous-fifres dans leur lutte pour leur promotion. Nous sommes pour un travail avec les profs. Mais seuls les ralliements radicaux nous intéressent. Par ailleurs, nous

comptons bien jeter de l'acide sur la plaie béante que constituent bon nombre de cours, de méthodes de travail… Avis aux idéologues à prétentions scientifiques.

3) Détruire l'institut de géographie et toutes ses réincarnations. Nous ne nous satisfaisons pas du choix que l'on nous laisse de la sauce à laquelle nous serons mangés. C'est nous qui mangerons nos professeurs. Toute réforme de l'institut impliquerait que l'on s'interroge sur la finalité et le fonctionnement de nos études. C'est-à-dire que l'on pose enfin les vrais questions : Qu'est-ce que la géographie ? À quoi sert-elle ? À quoi servons-nous ? Toute réorganisation d'une éventuelle "unité d'enseignement et de recherche" implique que l'on remette en cause notre discipline elle-même, et donc l'institut.

PAS DE CONSTRUCTIF SANS CRITIQUE RADICALE DE CE QUI EXISTE

PAS DE PROGRÈS SANS DESTRUTION SYSTÉMATIQUE DU VIEUX MONDE.

ou "Avant de replâtrer une vieille maison, on vérifie qu'elle n'est pas construite sur du sable" (vieux proverbe humanoïde)

IL FAUT DEMANTELER LA GÉOGRAPHIE

LA GÉOGRAPHIE N'EST PAS UNE SCIENCE MAIS UNE IDÉOLOGIE

Sous sa forme moderne, la géographie date de l'Université napoléonienne. Tous les démagogues et tous les connards gueulent à propos de son rattachement à l'histoire, mais aucun n'est en mesure d'expliquer l'origine de ce mariage. La "science" géographique est avant tout une matière d'enseignement, englobée dans la "culture générale.". L'entreprise idéologique de la bourgeoisie en plein essor du XIXe siècle est de justifier sur tous les plans son règne. Le projet de l'histoire-géo, c'est de montrer la richesse, la cohérence, le bien-fondé de la nation française : nos ancêtres les gaulois, les généalogies de rois, les "belles pages" de batailles situent à l'aboutissement et à l'apogée d'un passé riche et glorieux la France bourgeoise de l'époque. De même, la géographie des départements et des chefs-lieux de cantons, des voies navigables, des "richesses naturelles" enseigne aux petits français combien notre hexagone est harmonieux et prospère. Vidal de la Blache recense nos régions comme on recense des fromages et se repaît à la vue de nos beaux, sains et paisibles paysages ruraux. Autour d'une métropole généreuse se pressent frileusement une multitude de peuples d'indigènes, "immense réservoir d'hommes et de richesses" (un manuel de 4e). C'est l'époque où le crétinisme choisit la forme du déterminisme géographique. On va chercher dans le physique l'explication de l'humain. L'exploitation trouve sa justification dans des aptitudes naturelles et l'on n'est pas loin de la notion de race supérieure **[4]**. Aujourd'hui, la géographie se fixe toujours pour but d'expliquer la transcription spatiale de l'ordre existant. Mais l'explication n'est plus si harmonieuse que par le passé, car cet ordre devient de plus en plus contradictoire et menacé.

La géographie a donc une double tâche : justifier l'ordre spatial menacé (la justification ultime étant l'explication fataliste du sceptique : on n'y peut rien, c'est comme ça, les gens sont fous) et lui proposer des formules de survie. Le mythe du développement (par les techniques, les crédits, les compétences ou les bonnes volontés) est le corollaire indispensable du "cercle vicieux du sous-développement". Le mythe de la régionalisation (avec son harmonieuse hiérarchie des "services" et ses réseaux efficaces de "métropoles d'équilibre") est le complément nécessaire de lamentations sur le "désert français" ou la "mégalopolis" rhénane. Le géographe justifie, déplore ou projette, mais n'analyse jamais, contrairement à sa prétention, la réalité d'une façon totale. C'est un touche-à-tout qui ne cherche qu'à mieux s'esquiver.

L'"originalité" de la géographie se trouverait dans la synthèse des facteurs physiques et humains. Il se cache là derrière une duperie de plus. Dans des sociétés archaïques à faible technicité, l'élément naturel est déterminant en ce qui concerne la vie (ou la survie) du groupe humain. Mais avec le progrès technique apparaît un "surproduit social" (Marx) qui donne naissance à la division sexuelle, puis sociale du travail, avec formation de classes basées sur l'exploitation et l'appropriation du surproduit social. Le problème n'est donc plus de savoir si tel milieu physique peut recevoir telle implantation humaine, mais plutôt quel est le système social de production qui développe ou limite la technologie, qui concentre ou répartit le surproduit social. La première vision, la vision géographique est condamnée à se noyer dans un fouillis de "facteurs" choisis à la gueule du client et à privilégier le facteur technique, apolitique et non subversif per excellence, dans la mesure où il est défini comme l'application d'une science en-soi sur une nature en-soi. La deuxième vision, réellement scientifique et anthropologique, replace le facteur physique à son importance historique (l'actuel niveau de technicité permettrait de s'en affranchir encore plus : ex les cultures sans sol) et s'attache à étudier en priorité la formation sociale, les rapports sociaux de production.

Ceci explique pourquoi la géographie ne réussit à faire le "lien" entre le physique et l'humain que dans la mesure où il s'agit de sociétés agro-pastorales proches du collectivisme primitif, à niveau technique bas et le plus éloigné possible de l'économie de marché. Mais dès qu'apparaît le phénomène urbain, la monnaie, l'industrialisation, la géographie, en s'attachant à ses monographies villageoises, ses études parcellaires du tracé des lignes de bus ou de l'emplacement des marchés-gares, continue à nier le largage du facteur physique pour masquer la formation des classes, ainsi que leurs antagonismes. C'est ce qui explique pourquoi à aucun moment aucun géographe ne réussit à découvrir que de nos jours, l'opposition tiers-monde-pays industrialisés, villes-campagnes, cités dortoirs-usines, etc., bref, le développement fondamentalement inégal du monde actuel, provient du MOTEUR-même du développement : c'est-à-dire l'appropriation par une classe du surproduit social (que ce soit la bourgeoisie ou la bureaucratie), concrétisée chez nous par la propriété privée des moyens de production et la recherche du profit.

Nous aboutissons à la définition réelle de la géographie : la géographie, c'est la volonté de structurer de façon cohérente et tolérable un ordre spatial fondamentalement incohérent et intolérable du fait des critères de développement inégal et anarchique qui le régissent. La géographie est une idéologie et non une science. Une idéologie se distingue d'une science dans la mesure où elle est justification de l'ordre existant et non étude implacable de la réalité. En ceci, toute science est politique par essence (et corrélativement toute technique).

LA LUTTE CONTRE LA GÉOGRAPHIE, C'EST LA LUTTE CONTRE LA DOMINATION DE CLASSE, CONTRE LA BOURGEOISIE COMME CONTRE LA BUREAUCRATIE. **[5]**

LA GÉOGRAPHIE AU FEU, LES GÉOGRAPHES AU MILIEU

Les géographes sont avant tout des profs du secondaire. Actuellement s'annonce un dépérissement de la géographie au profit d'une initiation aux sciences économiques. Pourquoi ? D'abord, par soucis d'éviter une évolution des géographes vers une véritable anthropologie globale. Malgré les programmes et la nature parcellaire de la discipline, le danger est trop grand en ces temps de contestation. Mais surtout, la géographie, en tant qu'idéologie humaniste, a fait son temps. La bourgeoisie n'a plus besoin de la "culture générale" (il y a la télé, la presse...), mais veut, dans le cadre de sa production d'idiots spécialisés, des gens au courant des "techniques économiques" mais ignorant des mobiles de l'économie. Les géographes vont donc acheter des chemises bleu pâle et des cravates rayées pour se rapprocher des petits cons de Sciences Po et Sciences Eco. Il est donc temps de détruire la géographie au profit d'une véritable anthropologie (qui passe par la contestation idéologique de toutes les prétendues "sciences humaines" et de leur soumission à la bourgeoisie). Il est temps aussi de révolutionner l'enseignement en foutant dehors ceux qui lui passent actuellement les commandes.

Quant aux géographes appliqués, à supposer que le capital veuille bien de leurs services, ce sont de dangereux individus qui nappent les braves gens de bonne conscience et masquent l'exploitation réelle. En quoi Gallais modifie-t-il les conditions de vie en Inde par ses monographies de villages autour d'Hyderabad ? Qu'est-ce que Tricart aménage au Vénézuéla, sinon la domination impérialiste ? À qui profitent les tris de cailloux dans le Bas-Rhône-Languedoc, sinon aux trusts fonciers ? Le capitalisme ne peut plus fonctionner actuellement par la simple loi de l'offre et de la demande, sans foncer vers de graves crises. Il lui faut toute la racaille des aménageurs et des planificateurs pour rafistoler son cadavre ambulant. Que la gangrène les bouffe.

Si vous vous sentez assez courageux pour réorganiser les études, faites-le sur vos propres critères, en ouvrant les facs à tous, en supprimant la géographie et les géographes, en terrorisant tous les fossiles du vieux monde.

NE RÉFORMEZ PAS, DÉTRUISEZ !

NE PARTICIPEZ PAS, CRÉEZ !

BAISEZ, BON DIEU ! BAISEZ, BON DIEU ! BAISEZ, BON DIEU ! BAISEZ, BON DIEU !

À propos de « Propositions destructives »[1]

Olivier Orain
Chargé de recherche au CNRS (UMR 8504 Géographie-cités)
Équipe Épistémologie et histoire de la géographie (EHGO)

Parmi la masse des textes produits dans l'ambiance électrique de la commune étudiante de 1968, les tracts abondent, de format et de contenu extrêmement variables. Le document présenté ici, de par sa longueur, est à la limite du genre : son anonymat et sa matérialité (trois feuilles volantes imprimées en recto verso) l'y rattachent, mais on le verrait aussi bien figurer en éditorial d'un journal étudiant, dans une forme peut-être légèrement plus policée. *De facto*, l'économie est la même et il y a un continuum entre le tract, le libelle et le canard ronéotypé, celui-ci pouvant accueillir ceux-là ou en reproduire la forme, en particulier à l'occasion d'un numéro de lancement, parfois destiné à demeurer unique. Autrement dit, il s'agit plutôt de proches modalités de la prise de parole étudiante dans un contexte particulièrement agité.

Dépourvu de date ou de référence destinée à un public extérieur, et partant assez hermétique à qui ne disposerait pas de clés *a priori* pour le lire, ce libelle a selon toute vraisemblance été rédigé par un ou plusieurs étudiants en géographie de l'encore Faculté des Lettres de Strasbourg, sans doute entre novembre et décembre 1968. Une certaine unité de ton (à la fois violemment ironique et à la limite de la sauvagerie) laisse imaginer un rédacteur unique, même si un « gang d'étudiants-fantômes » en revendique la « bien funeste folie ». De par la modulation de ses thèmes au regard des propriétés de l'Institut de géographie strasbourgeois, on imagine facilement des étudiants avancés ayant préparé les concours de l'enseignement d'histoire-géographie, monde à l'égard duquel ils manifestent une forte acculturation, y compris pédagogique. Les analyses bravaches sur le destin des « profs du secondaire » laissent transparaître une préoccupation ambivalente à l'égard du « dépérissement » éventuel de l'enseignement de la discipline, dont les auteurs pronostiquent le remplacement par une « initiation aux sciences économiques » supposée faire pièce au scénario alternatif (et souhaité) d'une « anthropologie globale ». La façon dont les cultures scolaire et universitaire sont conçues dans un continuum évident est sans doute un trait qui milite pour un tel profilage de ses auteurs. À l'inverse, les références aux traits saillants des

1 Je tiens à remercier Gilles Palsky, qui m'a transmis ce document il y a déjà plusieurs années.

lieux strasbourgeois – la géomorphologie, traitée sous le signe du dédain pour les « trieur[s] de caillou[x] », ou la géographie appliquée – ne sont pas suffisamment centrales pour apparaître biographiquement significatives.

L'animosité qui se lit dans ces lignes est assez fidèle à ce que l'on sait du caractère houleux des relations entre professeurs et étudiants à Strasbourg en 1968. Six « mandarins » sont directement mis en cause, dont cinq sont aisément identifiables : par ordre d'ancienneté, René Raynal (1914-2002), géomorphologue à la trajectoire discrète, ancien résistant ; Étienne Juillard (1914-2006), spécialiste des relations rural-urbain, rénovateur de la réflexion sur la région dans les années 1960 et auteur d'une magistrale *Europe rhénane* en 1968 ; Jean Tricart (1920-2003), figure de proue de la rénovation de la géomorphologie, à l'origine d'une tentative pour créer un diplôme d'expert-géographe en 1958 et par ailleurs membre du PCF ; Jean Gallais (1926-1998), dont la thèse sur les paysans du Delta du Niger intérieur (1967) a fait date par son attention à la trame des ethnies et à leur culture technique ; enfin Henri Nonn (1929), auteur en 1965 d'une thèse sur *Strasbourg : des densités aux structures urbaines*. La violence de la confrontation a notoirement contribué au départ définitif du seul « rang B » parmi eux, Jean Gallais, alors à cheval entre Strasbourg et Rouen. Têtes de turc des étudiants, J. Tricart et J. Gallais sont également au cœur du développement précoce et systématique de la géographie appliquée à Strasbourg, dont de multiples indices donnent à penser qu'il fut largement à l'origine du malaise local dans ce qu'il a de spécifique. Le libelle évoque cette question, sans lui donner non plus un poids considérable et sans analyser spécifiquement le placement d'étudiants à grande échelle dont J. Tricart s'était fait une spécialité et qui fut violemment contesté en mai-juin 1968. En revanche, les projets « structurels » concernant l'Institut de géographie sont plus longuement évoqués : ils visaient le transfert de celui-ci au sein de l'université scientifique en cours de constitution (une démarche équivalente eut lieu à Lille). Les auteurs du libelle moquent la recherche d'une distinction scientifique synonyme de « gloriole », le « marchandage » tous azimuts et les intérêts bien compris des futurs « PDG » de la structure. Le maître mot de l'autonomie, voulue par la réforme Faure (voir encadré) et prônée localement, est caricaturé sans relâche, en particulier par attelage dans des expressions improbables : « Ah, ce qu'on sera bien avec nos crédits autonomes, nos bâtiments autonomes, nos cartes autonomes, notre Tricart autonome », « bordel autonome », « crétins autonomes », « cuisine autonome »… À qualifier tout et n'importe quoi, l'idée est entachée d'absurde et de dérisoire, se vide de sens.

Si le sarcasme est protéiforme tout au long des six pages, et se couple avec une familiarité de ton sensible dans la dénomination des personnes, un autre trait général s'impose davantage encore : la férocité. Elle se déchaîne à toutes les pages, contre les « mandarins » locaux, contre les adeptes de la « participation » aux réformes d'Edgar Faure, contre les « techniciens » au service du « grand Capital », contre la géographie en général et l'institut strasbourgeois en particulier. Il s'agit de « traquer », « faire

chier », « démanteler », « détruire », incendier, le tout au milieu d'insultes crânement assumées (« idiots », « connards », « fasciste », etc.). Cette posture hyperviolente visant la *tabula rasa* s'adjoint une strate d'injonctions (exprimées en majuscules) dont les slogans oscillent entre le credo anarchiste et un appel aux pulsions les plus « primales », sexe, cannibalisme, surjoués sous la forme d'un filet en bas de page. À n'en pas douter, cette férocité calculée a dû frapper ses destinataires, tant ses cibles nommément désignées que les lecteurs distants. Une telle violence verbale permet de prendre la mesure du « tranchant[2] » de 68, bien éloigné des images rétrospectives du mouvement. Donner à lire un tel brûlot dans un numéro de revue évoquant doctement les transformations des sciences humaines et sociales dans les « années 68 » permet en première intention de créer un effet de contraste avec l'image euphémisée que produisent des bilans savants informés de la suite de l'histoire.

Mais l'effet de contrepoint ne suffit pas à épuiser l'intérêt de ce texte. Celui-ci n'est pas tellement dans ses caractéristiques idéologico-politiques, à la fois banales pour l'époque et relativement sommaires dans leur développement : il s'agit d'une dénonciation, d'inspiration marxiste, de l'instrumentalisation de l'université et des disciplines scientifiques par le capitalisme, doublée d'un refus de deux grands thèmes du gaullisme finissant, la participation et l'autonomie, dans leur problématisation spécifique à l'université. Son intérêt singulier provient du développement, relativement précoce et plutôt bien construit, d'une critique épistémologique qui tranche dans le paysage de la géographie de l'époque, en particulier par rapport aux tracts et manifestes disciplinairement conformistes produits dans les instituts et sections en grève. À ce titre, il précède voire devance de presque une décennie la salve de textes « révolutionnaires » qui allaient embraser le paysage disciplinaire au mitan des années 1970, dont il contient en germes la plupart des thèmes.

Même s'il n'est pas le premier texte dénonçant le caractère dépassé du programme « écologique » de la géographie vidalienne et son inactualité au regard d'un potentiel programme marxiste (il en a existé dès l'après-guerre), il en propose une nouvelle version, presque nihiliste dans sa vision comme dans ses conséquences. À côté de schèmes marxistes (science *versus* idéologie, nécessité d'en passer par les « rapports sociaux de production »), il opère une critique du légitimisme, de l'optimisme technique et de l'absence de pouvoir explicatif global de « la vision géographique [...] condamnée à se noyer dans un fouillis de "facteurs" ». Il fustige son pointillisme, fourvoyé dans « ses monographies villageoises, ses études parcellaires du tracé des lignes de bus ou de l'emplacement des marchés-gares » – souvent le lot fastidieux des étudiants commis dans les enquêtes diligentées par les patrons. En creux, il manifeste une lassitude profonde à l'encontre de l'empirisme monotone et sans imagination de la géographie des années 1960, sa revendication de « concret », de « synthèse », menée par des

2 L'expression est du collectif à l'origine de *Mai-Juin 68*, Éditions de l'Atelier, 2008.

« touche-à-tout ». Il moque la prétention à la « sagesse » et à l'« humanisme » si caractéristique des patrons de l'époque et, plus généralement, les mots de la tribu avec ce qu'ils charrient d'usages devenus « vieux ». Sa quête d'un « ordre spatial[3] » supposément harmonieux est frappée d'inanité par le « développement inégal et anarchique » des sociétés modernes. Le texte congédie la « racaille des aménageurs et des planificateurs » et dénonce l'inanité de la géographie appliquée, incapable d'apporter une amélioration à l'existence des populations dont elle traite, partant inutile, sinon complice de l'exploitation capitaliste. La discipline scolaire, véhicule du nationalisme, du colonialisme et de la société bourgeoise, a fait son temps et n'a plus de raison d'être, remplacée avantageusement par de nouveaux médias pour prodiguer la « culture générale » que réclame la demande sociale, ou alors contrainte à une mue vestimentaire dont le caractère violent et imagé est éloquent.

On a bien là une cristallisation précoce de l'ensemble des schèmes révolutionnaires des années 1970 : critique de la non-scientificité de la géographie française, de son apolitisme et de son utilité problématique, de son déficit d'explicativité. Il n'y a en revanche guère de solution alternative, sinon une dissolution dans une « anthropologie globale » aux contours vagues et un marxisme dont les modalités de déclinaison géographique ne sont pas explorées, faute sans doute de vouloir imaginer la perpétuation d'une quelconque discipline. Le libelle se termine par une exploration implacable des marchés de la géographie (enseignement, « application » et aménagement), qui apparaissent dans l'impasse. Rarement texte de l'époque a su capter aussi clairement et avec autant d'acuité l'ensemble des griefs que nourrissaient les jeunes générations à l'encontre des vieilleries disciplinaires qu'on leur servait. Le contexte d'une ville où s'est inventé le situationnisme a-t-il aidé ? De nombreuses références implicites semblent nourrir un texte à la clarté tranchante, sans doute insupportable pour ses cibles. Le sort fait à Jean Tricart, ancien jeune Turc en guerre vingt ans plus tôt contre le « formalisme » de la « géographie bourgeoise » et devenu l'une des figures d'autorité de la scène nationale (et portraituré ici en « adjudant-chef »), porte toute la charge d'une ironie générationnelle. Demeure une critique radicale de la contractualisation de la recherche qui quatre décennies plus tard n'a rien perdu de son actualité.

3 La formule « ordre spatial » est inédite pour l'époque et tranche avec le vocabulaire usuel, rarement aussi théoriciste.

La réforme Faure

Après son triomphe électoral des 23-30 juin, le pouvoir a répondu de diverses manières au mouvement de 1968. D'un côté, sous l'influence des officines du « gaullisme d'ordre » (Audigier, 2012), une politique de répression des groupes gauchistes s'est progressivement déployée, sous le pilotage de Raymond Marcellin, ministre de l'intérieur de la fin mai 1968 à février 1974. Elle allait trouver dans la « loi anti-casseurs » du 30 avril 1970 son outil juridique d'élection. Mais, de l'autre, il apparaissait absolument nécessaire de réformer le fonctionnement universitaire (inchangé depuis les années 1890) et de tirer un trait sur la réforme Fouchet, dont le style autoritaire et les objectifs de spécialisation n'avaient pas peu contribué à l'embrasement du printemps. L'action d'Edgar Faure, nommé ministre de l'Éducation nationale le 10 juillet 1968, avec le soutien appuyé de De Gaulle, allait s'inscrire dans ce sens.

Son action a visé à pacifier les relations avec toutes les composantes du monde universitaire, notamment par des consultations massives, et à impulser un effort financier sans précédent se traduisant notamment par des recrutements massifs et des constructions tous azimuts. La création de quatre centres expérimentaux (Dauphine, Vincennes, Anthony et Marseille-Luminy) a été diligentée durant l'été, dont trois allaient voir le jour dès l'année universitaire suivante (un seul a avorté). Mais la contribution la plus décisive a été l'élaboration tambour battant d'une loi d'orientation qui a profondément transformé le fonctionnement de l'université française. Le programme en fut présenté devant le parlement dès le 24 juillet, et après un été de consultations et un arbitrage favorable du président de la république début septembre, déboucha sur un texte transmis le 19 septembre à l'Assemblée nationale. Après deux mois de joutes et de compromis, il fut définitivement adopté le 22 novembre.

La loi d'orientation de l'enseignement supérieur a mis fin à une configuration dans laquelle l'État pilotait le fonctionnement du système facultaire par l'entremise de doyens nommés et d'une administration à sa main, système dans lequel les pouvoirs relatifs concédés aux agents étaient monopolisés par les professeurs. Cette verticale du pouvoir a été remplacée par un système qu'on appellerait aujourd'hui *bottom-up* dont la brique de base était les Unités d'enseignement et de recherche (UER), regroupant une ou plusieurs disciplines, UER réunies en université, dotées d'une personnalité morale et juridique et lieu d'exercice d'un pouvoir universitaire aux prérogatives élargies. Le système reposait sur des élections à plusieurs niveaux associant plusieurs collèges (universitaires, étudiants, personnel) représentés en proportion diverses dans des conseils d'administration ayant notamment pour fonction d'élire un président, doté de prérogatives élargies et exerçant un réel pouvoir exécutif. La création en parallèle de conseils scientifiques réservés aux seuls enseignants-chercheurs fut une concession aux groupes de pression hostiles aux changements. Le mode d'ordre général était l'« autonomie » – financière, pédagogique,

scientifique – relative et encadrée dans les faits. Une de ses modalités, développée en parallèle, fut l'expérimentation des unités de valeur (UV), inspirées du système des *credits* américains et progressivement généralisées : elles remplaçaient les très rigides certificats par un système de formation « à la carte » où les étudiants pouvaient en théorie choisir dans un vaste catalogue d'enseignements. Dans les universités où cette logique a été réellement mise en œuvre, elle a concouru à une redistribution complète de l'autorité professorale, reposant désormais sur l'adhésion estudiantine à des programmes et à des enseignements qui fragmentaient l'offre pédagogique et mettaient en concurrence professeurs et assistants.

Les réformes impulsées par le ministère Faure ont créé un clivage entre « participationnistes » et « anti », source de conflits homériques et rémanents dans certaines universités, en particulier le tout nouveau Centre universitaire expérimental de Vincennes (CUEV). Les élections organisées en février-mars 1969 dans les toutes nouvelles UER et universités ont été un moment clé pour la consolidation et la pérennité des réformes. Des taux de participation oscillant entre 40 et 70 % dans les collèges électoraux estudiantins ont à la fois imposé la démarche du ministre auprès des forces hostiles aux réformes et mis le mouvement anti-participationniste en minorité, même s'il a fallu quasiment une décennie pour que le principe de la participation apparaisse sans conteste comme une avancée démocratique. La réorganisation du paysage universitaire a conduit à Paris, Lyon et Aix-Marseille, à une séparation scientifico-politique du personnel en établissements distincts et rivaux. Dans ses grandes lignes, la loi Faure demeure le cadre législatif qui organise le système universitaire français.

Références

Audigier, F., 2012, « Le gaullisme d'ordre des années 68 », *Vingtième Siècle*, 116, p. 53-68.

Poucet,B., **Valence**, D. (dir.), 2015 (à paraître), *Réformer l'Université après mai 68. La loi d'orientation de l'enseignement supérieur et son application (1968-1984)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Prost, A., 2004, « Mai 68 en perspective », dans *Histoire de l'enseignement et de l'éducation. IV Depuis 1930*, Paris, Perrin (Tempus), p. 311-350.

Prost, A., 2013, « 1968 : La refondation des universités », dans *Du changement à l'école. Les réformes de l'éducation de 1936 à nos jours*, Paris, Seuil (L'univers historique), p. 167-188.

Soulié, C. (dir.), 2012, *Un mythe à détruire ? Origines et destin du centre universitaire expérimental de Vincennes*, Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes.